

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

Série : ES

SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

SESSION 2020

Obligatoire

Durée totale de l'épreuve : **4 heures - Coefficient : 7**

Vous traiterez au choix le sujet 1 ou le sujet 2.

Vous mentionnerez sur votre copie le sujet choisi 1 ou 2.

Dès que les sujets vous sont remis, assurez-vous qu'ils sont complets.

L'usage de tout modèle de calculatrice est interdit.

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2020

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE : ES

SUJET 1

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures – COEFFICIENT : 7

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit :

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Comment les politiques de l'emploi répondent-elles à la diversité des formes de chômage ?

DOCUMENT 1

Taux de chômage en 2018 selon le niveau d'éducation atteint

En %	Ensemble	Enseignement supérieur ¹	Deuxième cycle de l'enseignement secondaire ²	Enseignement primaire (ou inférieur) et premier cycle de l'enseignement secondaire ³
Zone euro	8,2	5	7,4	14,9
Danemark	5,1	4,1	3,9	8
Allemagne	3,4	1,9	2,9	8,8
Grèce	19,3	14,2	21,8	22,3
Espagne	15,3	8,9	15,5	22,1
France	9,1	5,4	9,7	16,2
Italie	10,6	5,9	10,1	14,6
Portugal	7	5,4	8,2	7,4
Suède	6,3	3,6	4,5	19
Royaume-Uni	4	2,5	4,6	6,4

Source : Données Eurostat, 2019.

Note : L'indicateur présente les taux de chômage des personnes âgées de 15 à 74 ans, ventilés par niveau d'éducation atteint.

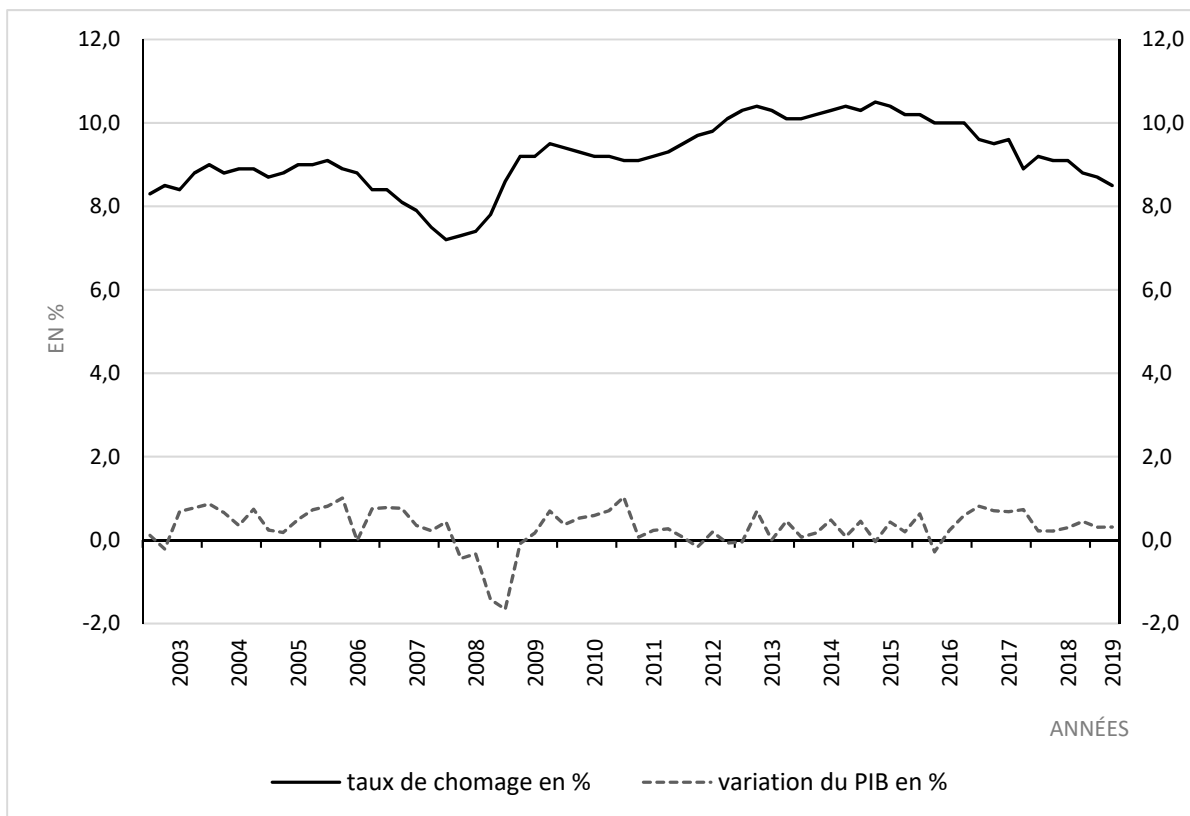
1 : Bac + 2 et plus en France et équivalent pour les autres pays.

2 : Lycée général et technologique et lycée professionnel en France et équivalent pour les autres pays.

3 : Sans diplôme, brevet des collèges en France et équivalent pour les autres pays.

DOCUMENT 2

Taux de chômage et évolution du PIB en France entre 2003 et 2019 (en %)



Source : INSEE, Enquête Emploi et Comptes nationaux, 2019.

DOCUMENT 3

Dépenses pour les politiques de l'emploi en France (en millions d'euros constants)

	2000	2010	2016
Mesures actives¹, dont :	14 843	15 119	16 177
Formation professionnelle	5 639	6 740	7 246
Incitations à l'emploi	2 135	1 308	1 288
Emploi protégé ²	1 254	2 112	2 147
Création directe d'emploi ³	5 777	3 902	4 911
Aide à la création d'entreprises	38	1 056	586
Soutiens, dont :	25 015	38 773	45 371
Maintien et soutien du revenu en cas de perte d'emploi	22 423	38 543	45 358
Préretraites	2 592	229	13
Total	42 540	60 086	67 206
Dépenses totales (en % du PIB)	2,9	3,0	3,0

Source : d'après INSEE, Tableaux de l'économie française, 2019.

- 1 : Ensemble des mesures qui favorisent le retour à l'emploi.
- 2 : Mesures visant à favoriser l'insertion sur le marché du travail des personnes à capacité de travail réduite.
- 3 : Mesures qui créent des emplois supplémentaires à destination des chômeurs de longue durée ou des personnes qui rencontrent des difficultés particulières sur le marché du travail.

DOCUMENT 4

Dans l'ensemble des secteurs marchands, le coût horaire moyen de la main d'œuvre française s'est établi en 2017 à 36 euros, plaçant la France parmi les pays européens qui présentent un coût du travail élevé : dans l'ensemble des pays de la zone euro, il était en effet de 30,30 euros soit un niveau inférieur de près de 20 % à celui de la France et de 34,10 euros en Allemagne soit un niveau inférieur de 5 %. [...]

Depuis 2012, le coût horaire a augmenté modérément en France. Dans l'industrie, il a progressé de 1,3 % en euros courants par an, contre 2,7 % en Allemagne, du fait [...] d'une série de mesures prises en France visant à réduire la composante non salariale du coût du travail. Ainsi, le coût du travail a ralenti en France avec l'entrée en vigueur du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) à partir de 2013, puis du Pacte de responsabilité et de solidarité à partir de 2015.

Source : « Baisses de charges : stop ou encore ? », Yannick L'HORTY, Philippe MARTIN et Thierry MAYER, *Notes du Conseil d'analyse économique*, 2019.

Note : le CICE et le Pacte de responsabilité et solidarité permettent de réduire le coût du travail par la baisse des prélèvements obligatoires des entreprises.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

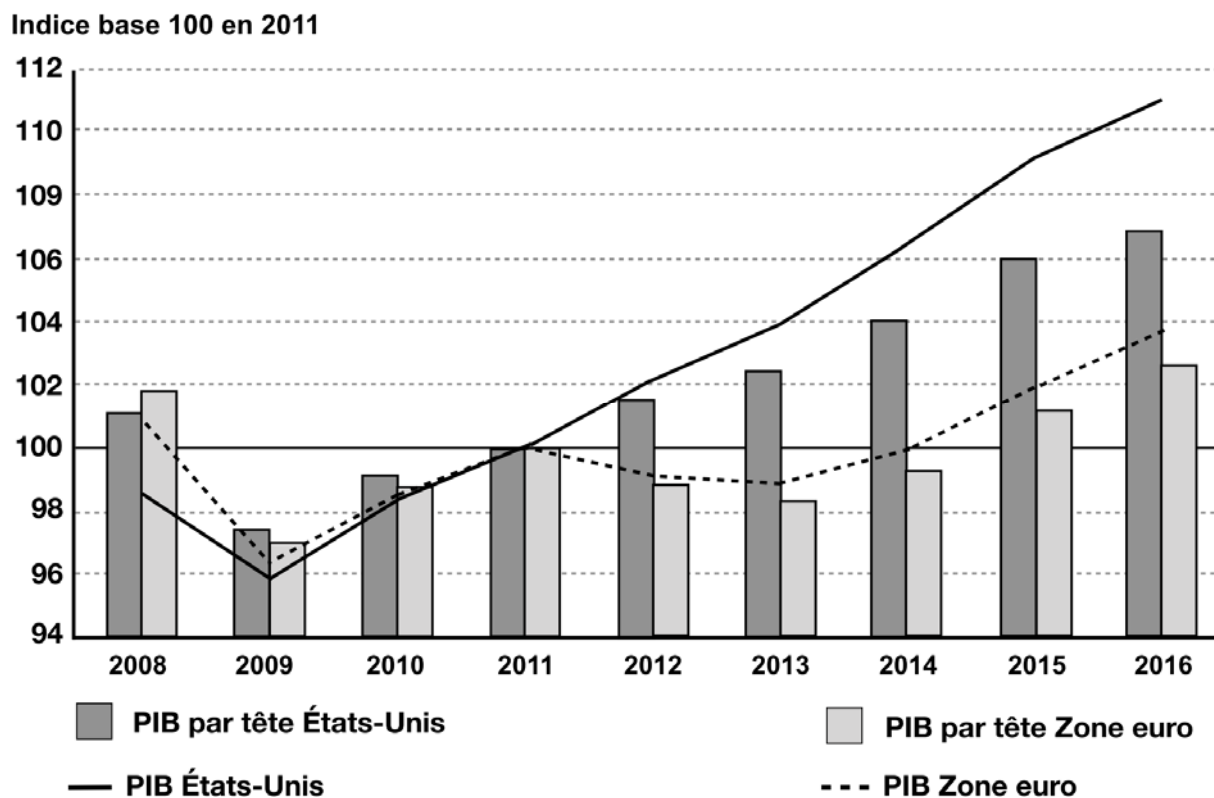
Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Présentez deux limites du protectionnisme. (3 points)
2. Montrez comment les partenaires sociaux peuvent influencer la formation des salaires. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous comparerez les évolutions du PIB et du PIB par habitant de la zone euro et des États-Unis.

Évolution du PIB et du PIB par habitant (PIB par tête) entre 2008 et 2016, en volume, base 100 en 2011



Source : d'après Banque de France, 2017.

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la famille est une instance d'intégration importante.

DOCUMENT 1

On sait que les différents temps de socialisation dans la vie d'un individu ne sont pas équivalents. Dans les premiers moments de la socialisation, l'enfant incorpore dans la plus grande dépendance socio-affective à l'égard des adultes qui l'entourent, le nourrissent, le protègent et le soignent, les dispositions¹ qui sont celles des membres de sa famille sans en percevoir le caractère relatif et arbitraire. [...] Le fait que la socialisation familiale soit à la fois précoce, intense, durable et, pendant un temps au moins, sans concurrence ni comparaison, explique donc l'étendue et la force de son influence sur les comportements ultérieurs (scolaires, professionnels, religieux, politiques, culturels, sportifs, alimentaires, esthétiques, etc.).

Et même si elle détient de moins en moins fréquemment le monopole de l'éducation infantine, la famille ne reste jamais inerte par rapport aux autres agents ou cadres socialisateurs potentiels. Matrice² première, elle détermine l'environnement social de l'enfant par le choix du mode de garde et du lieu de résidence ; elle exerce un contrôle plus ou moins étroit en matière de « fréquentations » (surveillant la composition du groupe des pairs fréquentables et limitant le temps passé hors de tout contrôle familial), de choix de l'école (publique ou privée, de telle ou telle sensibilité pédagogique, de tel ou tel niveau de réputation) ; elle joue un rôle de filtre par rapport aux usages des programmes télévisés, des imprimés lus ou des jouets achetés, par rapport aussi aux différents types d'activités culturelles ou sportives pratiquées par les enfants ; elle effectue, enfin, plus généralement, un travail, insensible mais permanent, d'interprétation et de jugement sur tous les domaines de la vie sociale.

Source : *Enfances de classe*, sous la direction de Bernard LAHIRE, 2019.

1 : Inclinations ou tendances à agir, penser, juger de telle ou telle façon.

2 : Milieu où quelque chose prend forme.

DOCUMENT 2

En 1995, les premiers travaux statistiques portant sur les personnes sans domicile se sont intéressés aux éléments des parcours individuels qui pourraient expliquer que, dans un contexte général de crise du marché de l'emploi et du logement et de transformation des solidarités familiales et professionnelles, certaines personnes - et pas d'autres - perdent leur logement [...]. Parmi ces facteurs, l'inexistence, la faiblesse ou la rupture des relations familiales, qui ne peuvent donc jouer leur rôle de soutien à la fois psychologique et matériel, apparaissent fréquemment. [...]

Les relations des personnes sans domicile avec leur famille d'origine ne sont pas pour autant inexistantes ou toujours négatives.

Parmi les sans-domicile de 18 ans ou plus enquêtés en 2001, 60 % des hommes et 76 % des femmes ont leur mère en vie : parmi ces derniers, 69 % des hommes et 78 % des femmes ont eu un contact avec elle dans les trois derniers mois. De même, 45 % des hommes et 57 % des femmes ont leur père en vie : parmi eux, 60 % des hommes et 63 % des femmes ont eu un contact avec lui dans les trois derniers mois.

Parmi les jeunes enquêtés en 1998, 38 % ont encore des contacts réguliers avec leur père et 59 % avec leur mère. Toutefois, très peu déclarent être aidés par leurs parents financièrement ou autrement [...].

On perçoit souvent un désir de se réconcilier ou de retrouver l'estime des parents malgré une situation précaire et une vie parsemée d'échecs [...]. 96 % des jeunes sans domicile enquêtés en 1998 avaient des frères et sœurs (98 % en 2009), et dans deux cas sur trois les contacts avec au moins l'un des membres de la fratrie avaient subsisté. [...] Selon les entretiens approfondis réalisés autour de l'enquête et l'exploitation des questions ouvertes, les frères et sœurs apportent des dépannages financiers ponctuels, mais surtout une aide en nature (hébergement, repas) et un soutien moral.

Source : « Le lien familial des personnes sans domicile : entre soutien et obstacle », Jean-Marie FIRDION et Maryse MARPSAT, in *L'intégration inégale*, Serge PAUGAM, 2015.

DOCUMENT 3

Attentes des familles en matière de formation et vœu d'orientation en fin de troisième générale, selon qu'au moins un des parents est ou non bachelier

	Aucun des parents n'a le baccalauréat	Au moins un des parents a le baccalauréat
Diplôme le plus utile pour trouver un emploi (en %)		
Aucun	1,8	1,3
CAP ou BEP ¹	14,1	1,7
Baccalauréat professionnel	21,7	10,4
Baccalauréat général ou technologique	15,2	9,1
Diplôme de l'enseignement supérieur	19,1	57,0
Ne sait pas	28,0	20,4
Vœu d'orientation en seconde générale en fin de troisième générale selon les notes au contrôle continu du brevet² (en %)		
Moins de 8/20	11,5	31,6
De 8/20 à moins de 10/20	38,9	65,7
De 10/20 à moins de 12/20	70,0	90,3
De 12/20 à moins de 15/20	91,8	98,8
15/20 ou plus	99,3	99,7

Champ : France métropolitaine, entrants en sixième en 1995.

Source : Depp-SIES, panel d'élèves du second degré recruté en 1995, *France, Portrait social*, INSEE, 2009.

Lecture : quand aucun d'entre eux n'avait le baccalauréat, 14,1 % des parents déclarent que le CAP ou le BEP sont les diplômes les plus utiles pour trouver un emploi.

1 : CAP / BEP : Certificat d'Aptitude Professionnelle / Brevet d'Études Professionnelles.

2 : Moyenne des notes obtenues par l'élève en français, mathématiques et première langue vivante.

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2020

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE : ES

SUJET 2

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures – COEFFICIENT : 7

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit :

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

L'augmentation de la quantité des facteurs de production est-elle suffisante pour expliquer la croissance économique ?

DOCUMENT 1

Contributions à la croissance du PIB (1985-2010)

	Travail	Capital en TIC ¹	Capital hors TIC	Productivité globale des facteurs	Croissance du PIB ²
	Contributions en points				En %
Allemagne	-0,20	0,27	0,27	0,89	1,22
Australie	1,35	0,53	0,57	0,87	3,33
Corée du Sud	0,60	0,37	1,30	3,83	6,07
Espagne	1,20	0,39	0,82	0,36	2,78
États-Unis	0,67	0,53	0,32	1,06	2,58
Finlande	-0,17	0,24	0,33	1,67	2,06
France	0,19	0,32	0,38	0,97	1,85
Italie	0,24	0,28	0,50	0,36	1,38

Source : d'après OCDE, 2013.

1 : Technologie de l'information et des communications.

2 : Croissance annuelle moyenne en pourcentage de 1985 à 2010 – La somme des contributions peut ne pas correspondre exactement au taux de croissance du PIB en raison des arrondis.

DOCUMENT 2

Réformes économiques en Chine

1978-1992	Première vague de réformes économiques : <ul style="list-style-type: none">- introduction des marchés et des contrats en supplément des institutions existantes- introduction de plus de concurrence sans privatisation [...]- réduction de la part du gouvernement dans le PIB- créations de zones franches¹- épargne des ménages plus importante et introduite dans le système bancaire
1993-2001	Seconde vague de réformes économiques : <ul style="list-style-type: none">- renforcement des institutions de l'économie de marché [...]- réduction du secteur étatique et début de la privatisation [...]- création de zones franches [...]- entrée des IDE²
2001-2010	Adhésion à l'OMC ³ : <ul style="list-style-type: none">- large ouverture aux IDE dans le but de diffuser des technologies de pointe [...]- accession de la technologie dans les contrats commerciaux

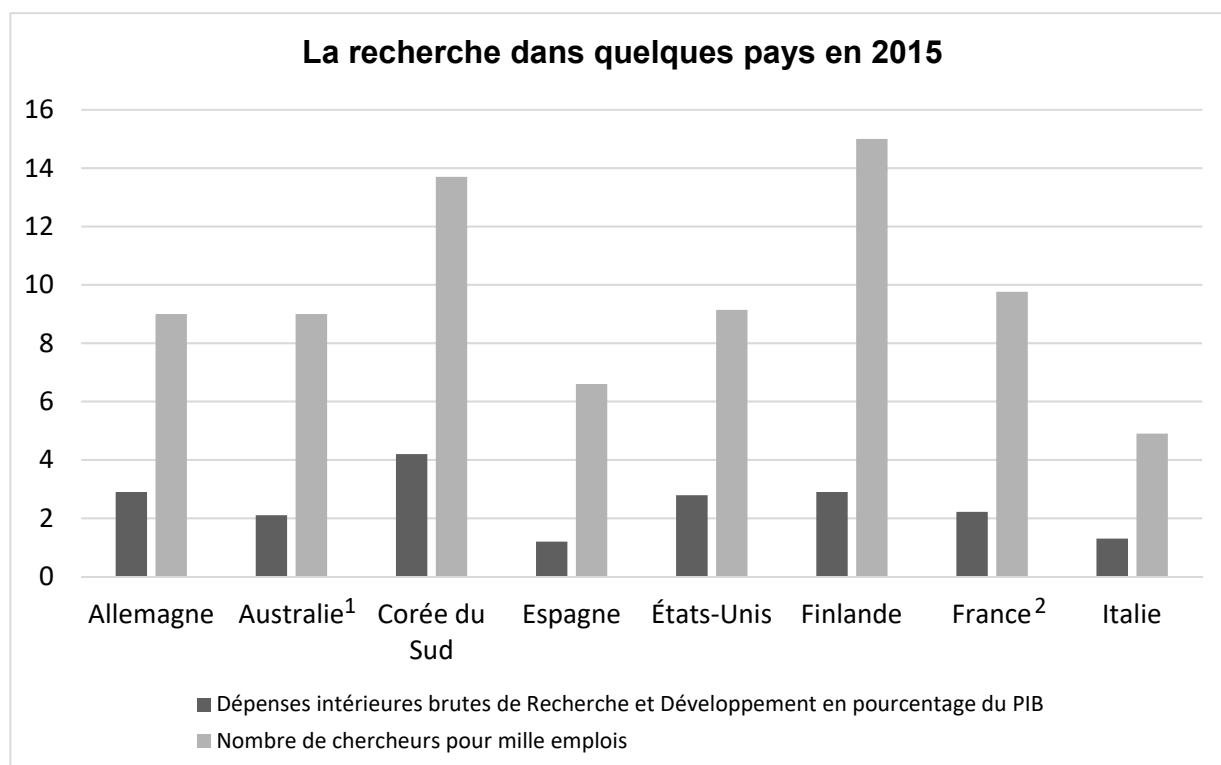
Source : *Économie politique des capitalismes*, Robert BOYER, 2015.

1 : Une zone franche est un espace à l'intérieur d'un pays dans lequel les entreprises bénéficient d'impôts, de taxes plus faibles et de contraintes administratives réduites.

2 : L'investissement direct à l'étranger (IDE) correspond à un investissement effectué dans une entreprise résidente d'un autre pays pour y acquérir un intérêt durable.

3 : L'organisation mondiale du commerce (OMC) est une organisation internationale qui a pour objectif de promouvoir le libre-échange et le commerce international.

DOCUMENT 3



Source : d'après *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2017*, OCDE.

Lecture : En Allemagne, en 2015, les dépenses intérieures de Recherche et Développement représentaient 2,9 % du PIB et il y avait 9 chercheurs pour 1 000 emplois.

1 : Pour l'Australie, les dépenses de Recherche et Développement en % du PIB datent de 2013 et le nombre de chercheurs pour mille emplois date de 2010.

2 : Pour la France, le nombre de chercheurs pour mille emplois date de 2014.

DOCUMENT 4

Croissance économique et évolution du capital humain en France

	1982	2015
PIB (en milliards d'euros constants de 2014)	1 200,5	2 173,7
Dépenses intérieures d'éducation (en % du PIB)	6,8	6,7
Part dans l'emploi des travailleurs :		
- Aucun diplôme ou seulement le CEP*	46,7	11,1
- Bac + 2 ou plus	11,7	39,0
Part dans l'emploi des :		
- Ouvriers non qualifiés	14,2	6,9
- Employés non qualifiés	10,0	13,5
- Professions intermédiaires	19,7	25,4
- Cadres et professions intellectuelles supérieures	7,9	17,7

Source : d'après INSEE.

* Certificat d'études primaires.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances

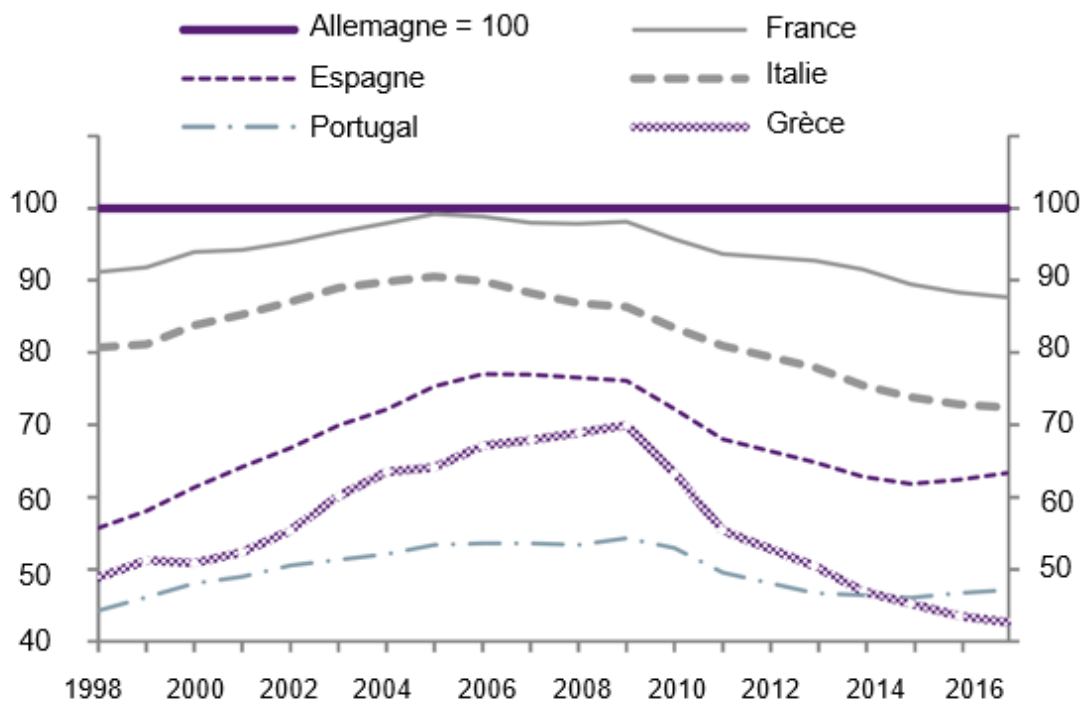
1. Montrez comment les chocs d'offre peuvent expliquer les fluctuations économiques. (3 points)

2. À l'aide de deux exemples, montrez que le marché du travail est segmenté. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous comparerez les PIB par habitant des pays et leurs évolutions.

PIB par habitant
(en pourcentage du PIB par habitant de l'Allemagne)



Source : Natixis, 2017.

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez qu'il existe une multiplicité de critères de différenciation sociale.

DOCUMENT 1

En matière de consommation, les ménages les plus aisés achètent plus souvent des produits issus de l'agriculture biologique que les ménages modestes. Avantageés par leurs revenus, les ménages les plus aisés sont plus enclins à payer davantage pour pouvoir manger des produits bio ou pour disposer d'une électricité dite « verte ». [...] Influent de manière plus significative que le genre sur la nature des pratiques déclarées, l'âge des enquêtés est une variable intéressante à observer. D'importantes disparités existent en effet entre les enquêtés les plus jeunes et les plus âgés [...]. En matière de consommation, ces derniers se distinguent notamment par leurs fortes exigences lors de leurs courses alimentaires. Ils se montrent aussi plus attentifs à la présence d'écolabels sur les produits qu'ils achètent. En revanche, les plus jeunes sont plus disposés que leurs aînés à payer davantage pour recourir à une électricité d'origine renouvelable. [...] S'il existe certaines similitudes entre les enquêtés ayant un fort niveau de vie et ceux dont le niveau d'études est élevé (consommation de produits bio, voyages aériens, faible vigilance à l'égard de la consommation en eau), des différences notables s'observent pour d'autres sujets. Les plus diplômés semblent par exemple moins attachés à la voiture et envisagent davantage de renoncer à son utilisation ou, tout au moins, de recourir au covoiturage. Dans le cadre de leurs achats, ils se montrent particulièrement attentifs aux labels et autres informations relatives aux conditions de production. Le lieu de résidence influe également sur les pratiques des ménages, notamment en matière de transports. [...] Pour justifier l'intense utilisation de leur voiture, les ruraux ont trois fois plus tendance à souligner l'inadéquation des transports en commun. Dans les grandes villes, le moindre usage d'un véhicule motorisé se traduit par un taux d'équipement inférieur de 20 % à celui observé en milieu rural.

Source : *Les acteurs économiques et l'environnement*, INSEE Références, 2017.

DOCUMENT 2

Conditions d'emploi cinq ans après la sortie du système éducatif (en %)

		Génération 2010 en 2015 ¹	
		Hommes	Femmes
Statut de l'emploi	Emploi à durée indéterminée	72	66
	Contrats à durée déterminée + Intérim	21	26
	Emplois aidés ²	7	8
	Total	100	100
Temps de travail	Temps partiel	9	20
Secteur d'activité de l'entreprise	Industrie	22	10
	Bâtiment travaux publics	10	2
	Services marchands	52	51
	Services non marchands	16	37
	Total	100	100
Rémunération (en euros)	Salaire mensuel net moyen	1 710	1 520

Source : d'après « Et les femmes devinrent plus diplômées que les hommes... », Thomas COUPPIÉ, Dominique ÉPIPHANE, *CÉREQ BREF*, 2019.

Lecture : Pour la génération 2010, 5 ans après leur sortie du système éducatif, les femmes ont un salaire mensuel net moyen en euros constants de 1 520 euros.

1 : Jeunes (hommes et femmes) sortis du système scolaire en 2010 et interrogés 5 ans après, en 2015.

2 : Un emploi aidé est un contrat de travail pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, qui peuvent prendre la forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales, d'aides à la formation.

DOCUMENT 3

Loisirs, activités ou sorties culturelles et sportives selon la catégorie sociale, en 2012

Au moins une fois au cours des 12 derniers mois, en %

	Lecture d'un livre	Théâtre, concert	Musée, exposition	Cinéma	Activité sportive	Activité artistique	Bibliothèque, médiathèque
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	49	37	37	61	46	13	13
Cadres	80	63	69	82	69	22	37
Professions intermédiaires	69	47	52	78	61	20	32
Employés	60	32	32	67	46	13	26
Ouvriers	31	23	20	55	41	7	9
Ensemble	57	34	37	59	47	15	24

Champ : personnes de 16 ans ou plus vivant dans des ménages ordinaires, France métropolitaine.

Lecture : en 2012, 67 % des employés ont déclaré être allés au cinéma au moins une fois au cours des 12 derniers mois.

Source : d'après *France, portrait social*, INSEE, 2014.